

## **ARMÉE DE TERRE : RETOUR SUR LE TERRITOIRE**

Le nouveau modèle d'armée "Au Contact" élaboré par le CEMAT, le général Bosser, en préparation depuis plusieurs mois, a été conforté par l'opération Sentinelle et les décisions prises lors du dernier Conseil de Défense sur les crédits supplémentaires permettant une augmentation des effectifs indispensables pour faire face aux nouvelles menaces. « Garder les fondations, mais abattre les murs. » Telle est la méthode générale fixée par le CEMAT pour l'élaboration d'un modèle qui devra être suffisamment "plastique" pour permettre à la fois d'accompagner la dynamique de déflation, à l'œuvre depuis plusieurs années (et qui verra, à titre d'exemple, la suppression des états-majors de la 1<sup>ère</sup> Brigade mécanisée de Chalons et du 1<sup>er</sup> Régiment d'artillerie de Marine), mais aussi les remontées en puissance, sans avoir à chaque fois à rebâtir un cadre nouveau. Tout part d'un constat : l'architecture actuelle de l'armée de Terre, héritée de la Guerre Froide et continuellement remodelée avec la multiplication des Livres blancs, n'est plus adaptée et a perdu en cohérence. Notamment pour pouvoir proposer une offre stratégique adaptée aux défis de la sécurité du territoire national. L'armée de Terre a atteint un niveau de professionnalisation, d'aguerrissement et de maturité remarquable, mais reste très tournée vers les opérations extérieures. Les capacités d'intervention qui pourraient être utilisées sur le territoire national (brigade de sapeurs pompiers, NEDEX, unités cynotechniques...) sont éparpillées entre différents commandements : il s'agit donc de redonner de la lisibilité et de la cohérence à ces moyens, afin de faire de l'armée de Terre un acteur reconnu en interarmées et en interministériel. La simplification des commandements est une nécessité et "Au contact" prévoit la création d'un commandement du territoire national, envisagé par le CEMAT avant même les attentats de janvier. Il s'agira d'un commandement sur l'emploi des moyens, sans moyens propres dédiés. Poursuivant une logique de priorité aux forces combattantes, le modèle prévoit que toute création d'état-major/commandement se fasse en en allégeant d'autres : ainsi, la création de deux nouvelles divisions de 3 brigades renforcées se fera à partir des EMF et en allégeant le CFT. Ce nouveau contrat opérationnel, qui doit permettre de mobiliser 7 000 hommes en permanence (avec un pic à 10 000 si besoin), nécessitera évidemment aussi davantage de moyens en termes d'effectifs et l'armée de Terre estime qu'elle a besoin de 11 000 hommes équipés de plus (de 66 000 à 77 000) pour pouvoir tenir sur le territoire national et en OPEX. (suite p. 2)

## **Budget : le temps d'un long week-end...**

**Les décisions du Conseil de Défense à peine connues, Bercy est revenu à la charge.** Ces décisions ont pour la Défense des aspects positifs et négatifs. Car elles sont le reflet d'une sorte de compromis entre Bercy et Brienne, qui pourrait se résumer par des personnels "en plus", pour assurer Sentinelle dans le temps, contre le retrait des sociétés de projet, une menace contre le "pouvoir" de Bercy par l'autonomie qu'elles pouvaient donner à la Défense, qui, tout en assumant des OPINT, poursuivra

des réformes, qu'il s'agisse de réductions de personnel, d'implantations, etc. Le tout avec la garantie présidentielle des 31,4 milliards d'euros annuels. Pour y parvenir dès 2015, il fallait compenser les recettes exceptionnelles de la vente de fréquences prévue, qui ne seront pas au rendez-vous, par des crédits budgétaires. Plus de deux milliards. Cela n'étant possible qu'en fin d'année, lors d'un budget rectificatif, côté trésorerie, ce sont des crédits d'avance qui devraient permettre la "soudure". (suite p. 2)

## **Armée de l'Air : la réorganisation à l'épreuve**

*Faisant suite à l'exercice VOLFA 15-1, qui s'est déroulé de façon assez inaperçue en janvier dans le Centre de la France, le second volet, VOLFA 15-2, a servi de cadre, fin avril, à la mise en œuvre d'une bonne moitié des moyens matériels disponibles de l'armée de l'Air et en l'absence de toute contribution de l'Otan. Ceci selon un cycle de préparation des forces réalisé pour la toute première fois sous l'égide des nouvelles brigades créées au sein du Commandement des forces aériennes (CFA), commandement organique majeur de l'armée de l'Air. Ces nouvelles brigades sont effectives depuis la rentrée 2014 et leur commandement, désormais installé sur la Base aérienne 106 de Bordeaux-Mérignac, sera tout entier concentré en Aquitaine une fois la Base aérienne 102 de Dijon-Longvic mise en sommeil et les Alpha Jet de l'Escadron Entraînement 2/2 "Côte d'Or" transférés sur la BA120 de Cazaux. Au nombre de six, les brigades sont :*

- la Brigade aérienne du contrôle de l'espace (BACE), chargée de la détection et de la défense sol-air,*
- la Brigade aérienne des systèmes d'armes aériens (BASAA), responsable de la mise en œuvre opérationnelle et de la maintenance,*
- la Brigade aérienne de l'aviation de chasse (BAAC), qui réunit tous les escadrons de chasse à l'exception de ceux chargés de la dissuasion nucléaire,*
- la Brigade aérienne d'appui à la manœuvre aérienne (BAMAA), chargée des SIC et des installations aériennes,*
- la Brigade aérienne des forces de sécurité et d'intervention (BAFSI), qui réunit commandos, maîtres-chiens et pompiers,*
- la Brigade aérienne d'appui et de projection (BAAP) avec toute l'aviation de transport. (suite p. 3)*

### ➤ Budget : le temps d'un long week-end (suite de la page 1)

Mais un long week-end a suffi à Bercy pour afficher de nouvelles idées. Et aurait annoncé à la Défense qu'il lui faudra déboursier 200 millions d'euros de plus par an pour financer les OPEX, la réserve interministérielle de précaution ne se déclenchant alors qu'à partir de 650 millions (au lieu de 450 aujourd'hui). Et cela sans parler de la facture — estimée à 250 millions — des OPINT, que Bercy souhaite voir supporter intégralement par la Défense. "Proposition" valable pour 2015 et pour toute la durée de la LPM. L'art de récupérer, dans la durée de la LPM actualisée, 1,8 milliard d'euros...

### ➤ Un "amour fou"...

L'économiste allemand Markus C. Kerber, également spécialiste des questions de Défense, capitaine de corvette de réserve, énarque (cycle étranger) et auteur de l'ouvrage "L'Europe sans la France ?" (2006), ne sera pas conseiller auprès de la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen. Il a commis un crime de lèse-majesté en critiquant, dans une interview accordée à *De Welt*, l'attitude ouverte de Berlin en termes de politique de coopération franco-allemande ainsi que les récentes décisions de la ministre en ce qui concerne, par exemple, le prix déboursé par Berlin, 210 millions d'euros, pour bénéficier du programme français de construction de satellite d'observation. Pour Kerber, les Français font tout pour «endormir» les Allemands. Aucun pays ne parle autant d'Europe que la France. Pour lui, la mentalité des militaires et fonctionnaires de la Défense français, c'est avant tout «La France d'abord !», à tous les niveaux et dans tous les domaines.

### ➤ Drones armés

Dans un sondage récent réalisé par YouGov, les Allemands se sont prononcés à 49 % en faveur de l'utilisation de drones armés par la Bundeswehr. 36 % y restent opposés et 15 % ne se prononcent pas. Placés face au problème des victimes civiles lors des bombardements US contre des cibles terroristes, 43 % des sondés trouvent que, malgré tout, le risque doit être pris contre 39 % qui sont opposés. Enfin, 75 % considèrent que l'emploi de drones d'observation n'est pas un problème.

### ARMÉE DE TERRE : RETOUR SUR LE TERRITOIRE (suite de la page 1)

Certes, les détails de la répartition des non-déflations annoncées ne sont pas encore connus, mais l'armée de Terre sait qu'un effort accru dans le recrutement est d'ores et déjà nécessaire. Priorité sera donnée aux armes les plus sollicitées, comme l'infanterie, la cavalerie, le génie ou l'artillerie. Cette cible de 77 000 hommes impliquera mécaniquement de revoir le volume de certains programmes d'équipement, au premier rang desquels celui pour le remplacement du Famas (AIF), qui pourrait donc passer à 101 000 unités. Plusieurs questions restent cependant à l'étude, notamment l'emploi de la réserve opérationnelle, que le CEMAT souhaite voir monter en puissance et être mieux employée, principalement sur le territoire national (sans pour autant leur fermer la porte des OPEX). Comment améliorer leur disponibilité et raccourcir les délais de préavis de leurs employeurs ? Leur recrutement s'étant accéléré, avec quels moyens les rémunérer ? D'autres questions, pour l'instant à l'étude, portent sur l'utilisation d'armes non-létales ou sur le cadre légal d'intervention pour les OPINT.

### LE CANAL DU NICARAGUA : AXE STRATÉGIQUE CHINOIS

**La construction du canal du Nicaragua, dont le percement a commencé l'an dernier, suscite bien des interrogations.** N'ayant pu, comme ils avaient essayé dans les années 1990, "acheter" le canal du Panama, Pékin a trouvé la parade en s'alliant avec le gouvernement nicaraguayen pour percer un canal plus au nord, beaucoup plus long (278 km, trois fois celui du Panama), reliant le Pacifique à la côte des Caraïbes, en traversant le Lac Nicaragua sur plus de 100 km. Officiellement, il s'agit d'une entreprise privée dont le maître d'œuvre chinois Wang Jing, directeur de la Xinwei Telecom Technology Co, est dans les petits papiers du président sandiniste Daniel Ortega. L'interface avec les Chinois est un autre ex-dirigeant sandiniste, Manuel Coronel Kantz, qui supervise l'Autorité du grand canal interocéanique. En plus du bouleversement stratégique que cela représente en termes de voie maritime, à Washington on s'inquiète de cette alliance, d'autant que Xinwei est souvent commissionné par le Département général d'armements de l'Armée populaire de libération, dirigé par le général Zhang Youxia. Précédemment la Xinwei a installé les systèmes de communications du Myanmar, du Cambodge, d'Ukraine et du Nicaragua, ce qui présente aussi des paramètres intéressants sur le plan renseignement.

### CHINE : LE PARTI COMMANDE AUX FUSILS

«Notre principe, c'est : "le Parti commande aux fusils", et il est inadmissible que les fusils commandent au Parti.» Cette citation du petit livre rouge de Mao Zedong («problèmes de la guerre et de la stratégie», 6 novembre 1938) revient en pleine actualité. Depuis 2013, au moyen d'une purge qui ne dit pas son nom, Xi Jinping n'a de cesse de réaffirmer ce principe maoïste pour le contrôle de l'Armée populaire de libération. On sait que, depuis le début de l'année, de nouvelles charrettes d'officiers généraux ont été limogées, sinon inculpées pour divers délits attachés à la corruption. Nouveau volet de ce mouvement amorcé par la Commission militaire centrale : depuis quinze jours, il a été décidé de rendre plus strictes les règles d'adhésion d'officiers et de soldats de l'APL. Sous le contrôle du Département général politique (DGP) de l'Armée (dirigé par le général Zhang Yang, mais surtout par son adjoint le général Du Jincan pour les questions de discipline), on sera désormais plus exigeant sur la formation théorique et la pratique politique des militaires devenus membres du parti : «Ce qui renforcera les forces armées, selon les dirigeants du DGP. Les nouvelles recrues du PCC doivent avoir foi dans le marxisme, le communisme et le socialisme aux caractéristiques chinoises» (sic). Ce qui pose problème, selon de nombreux spécialistes tant chinois qu'étrangers : un recrutement à deux vitesses (y compris pour la constitution d'une nouvelle hiérarchie de l'APL) risque de mettre à mal le professionnalisme de cette armée, l'idéologie surpassant la technicité.

## ARMÉE DE L'AIR : LA RÉORGANISATION À L'ÉPREUVE

(suite de la page 1)

Soumise à un fort emploi du fait des OPEX "Barkhane" et "Chammal", l'armée de l'Air a réalisé avec VOLFA 15-2 un véritable prodige. Surtout compte tenu des moyens en baisse qui sont les siens — depuis le retrait, l'an passé, des derniers Mirage F1 et l'augmentation des "missions d'accompagnement", qui sont siennes depuis le choix du Rafale par l'Égypte, l'Inde et le Qatar. Actuellement des aviateurs égyptiens sont en formation sur la BA118 de Mont-de-Marsan et d'autres, indiens et qataris, vont bientôt arriver pour prendre leurs quartiers sur la BA113 de Saint-Dizier, où est stationné l'Escadron de Transformation Rafale 2/92 "Aquitaine". Pour le seul Qatar, ce ne seront pas moins de 100 mécaniciens et 36 pilotes qui devront être formés. Ce qui impliquera une gestion étroite des moyens d'entraînement : personnels, simulateurs et avions. D'une durée de dix jours, VOLFA 15-2 avait pour thématique la capacité d'entrer en premier de la force aérienne sur une "zone de guerre" située au-dessus du Massif Central. «Conçu comme un exercice aérien de synthèse destiné à faire travailler entre elles les nouvelles brigades» — comme l'explique le directeur de l'exercice (Direx) —, VOLFA s'est déroulé avec toute la densité de menaces et de guerre électronique propre aux opérations actuelles. L'utilisation de la Liaison 16 (L16) étant privilégiée durant tout l'exercice, grâce à la possibilité de partage étendue des informations en temps réel qu'elle sous-tend et par sa discrétion d'emploi qui en font un atout exceptionnel. Conduit à partir du Centre national des opérations aériennes (CNOA) de Lyon-Mont-Verdun, VOLFA 15-2 a été conçu à partir des retours d'expérience des précédentes éditions, avec deux sorties aériennes plus une nocturne par jour. Pour faciliter les échanges entre les différents participants, notamment par les briefings communs, la plupart des forces avaient été regroupées au même endroit (soit 260 personnes), sur la BA118 de Mont-de-Marsan. Avec une vingtaine de chasseurs Rafale et Mirage 2000, une demi-douzaine de cargos et une cinquantaine de commandos de l'air, soutenus par deux hélicoptères H225M Caracal opérant à partir de la BA120 de Cazaux. Cette force amie "Blue" était opposée à une force "Red" constituée, elle, des moyens aériens de la BA120 et de la BA115 d'Orange (Alpha Jet et Mirage 2000C) et de deux batteries de missiles sol-air Mamba avec des radars mobiles et un système de brouillage Scribe. Tout cela afin d'offrir une mise en condition optimale pour de futurs déploiements de l'armée de l'Air en OPEX. En soutien, l'on trouvait aussi un drone MALE Harfang, un ravitailleur C-135FR, un E-3F AWACS et un SIC complet et des parachutistes de l'armée de Terre. Pendant dix jours, les participants ont eu l'occasion de mesurer "leur degré d'employabilité opérationnelle". Avions de chasse, avions de transport, drones, commandos parachutistes, forces spéciales, systèmes de défense sol-air ont été à pied d'œuvre avec une disponibilité hors pair, les Mirage 2000 et Rafale étant des machines désormais bien en main, autant du côté des pilotes que des mécaniciens. Nouveauté de VOLFA 15-2 : l'accent mis sur l'évacuation sanitaire des blessés (Evasan/Medevac), qui remplaçait le volet "Resco" traditionnel des exercices précédents. Fort de l'expérience acquise durant l'opération "Serval" avec le pré-déploiement sur zone (à Kidal) d'un Airbus CN235-300 médicalisé ayant permis de soigner les blessés sans délai et de les évacuer vers les hôpitaux de l'arrière, sauvant ainsi de nombreuses vies. Un avion du même type était mis en œuvre sur la BA118. Pour le médecin en chef et son personnel, médecins et infirmiers, «le Casa est l'avion idéal pour accomplir des évacuations sanitaires sur un théâtre d'opérations. C'est le véritable avion de brousse qu'il nous fallait pour ce travail. Voilà maintenant deux ans que les CN235 sont employés pour cela avec satisfaction». Comptant 27 appareils (19 modèles "200" et 8 modèles "300") et gérée depuis la BA110 de Creil, la flotte d'Airbus CN235 est utilisée autant en métropole que dans les Dom-Tom et en OPEX. Elle a remplacé en de nombreux endroits le C-160 Transall, plus lourd et plus coûteux d'emploi. Actuellement deux exemplaires sont déployés en permanence à Nouméa, deux à Tahiti, trois à Cayenne et, à compter de juin prochain, deux à Saint-Denis de La Réunion.

### ► Budgets en hausse

L'Indonésie et la Thaïlande viennent de franchir le cap de 1,5 % de leur PIB consacré à leur budget de défense pour 2016. Mais c'est Djakarta qui réalisera, à terme, l'effort le plus notable, avec une croissance de 35 % de ses dépenses militaires à l'horizon 2019, soit un peu plus de 11 milliards de dollars. Un chiffre pourtant modeste au regard des dépenses chinoises, dont le taux de croissance depuis 2000 s'est accru de 325 %.

### ► Les guerres sans fin

«La guerre hybride est malheureusement présente partout», a estimé le général Patrick de Rousiers, président du Comité militaire de l'UE, lors d'une visite en Lettonie. «C'est un mot qui fait le buzz mais c'est une réalité contre laquelle les forces armées et les gouvernements doivent réagir maintenant», a dit le général Rousiers, interrogé sur le sentiment de l'opinion selon lequel le problème serait moins aigu en raison d'un apaisement en Ukraine. Pour le CEMA letton, le général Graube, «il n'y a pas de début ni de fin à une guerre hybride». «Pour l'instant, la Lettonie n'est pas menacée directement mais toute l'UE doit suivre la situation et être prête à réagir», selon lui.

### ► Remise en état

L'Ukraine profite de la relative accalmie des combats à l'est du pays pour remettre en état son parc de véhicules blindés. L'usine de chars de Kharkov avait reçu un lot de chars directement en provenance de la zone de combats. Outre l'entretien périodique, ces chars ont nécessité des réparations du système de conduite de tir, le remplacement de briquettes de surblindage réactives et de nombreuses réparations suite aux combats. Ces T-64B ont été remis au ministère ukrainien de la Défense pour leur prochain redéploiement. A l'instar de l'usine de Kharkov, toute l'industrie de défense ukrainienne est mise à contribution pour réparer la flotte des véhicules de combat, pièces d'artillerie et aéronefs.

### ► Les recommandations de Varsovie

Varsovie souhaite que tous les pays membres de l'Otan augmentent leurs dépenses de défense. Pour ce faire – écrit le quotidien *Rzeczpospolita* –, la Pologne invoque «l'accroissement des tensions en Ukraine et l'état déplorable de la majorité des armées européennes». D'autres sources estiment que la Pologne pourrait trouver un allié avec la France, puisque celle-ci vient d'annoncer, elle aussi, l'augmentation de son budget Défense. En revanche, par discipline budgétaire, Berlin pourrait s'opposer à la généralisation à tous les Etats de ce projet. Et surtout à la demande que Varsovie voudrait faire à Bruxelles d'exclure les "dépenses Défense" du calcul des 3 % de déficit du PIB à ne pas dépasser. Pour montrer qu'il ne s'agit pas que de mots, la Pologne vient d'annoncer qu'elle augmentera jusqu'à 2 % de son PIB ses dépenses militaires en 2016.

### ► Menaces chinoises pour Manille

Un tout récent rapport de l'Office of Naval Intelligence (ONI) de l'US Navy confirme que, grâce au missile balistique antinavire Dong Feng DF-21D (CCS-5), la marine chinoise serait désormais en mesure de frapper avec une extrême précision toutes les îles de l'archipel philippin et les unités navales croisant au large de la mer de Chine méridionale. Outre le DF-21D, la marine chinoise dispose également du missile antinavire YJ-18, système d'arme armant ses sous-marins d'attaque et ses unités de surface, notamment les frégates classe Luyang III. Le même rapport précise, par ailleurs, que, d'ici 2020, Pékin devrait se doter de vingt nouveaux sous-marins supplémentaires, neuf à propulsion classique et onze à propulsion nucléaire.

## CONTRER LA PROPAGANDE DJIHADISTE

**Depuis le début de l'année, une cinquantaine d'Internautes français se sont lancés dans une guerre virtuelle contre la propagande islamiste, notamment celle de l'organisation de l'Etat islamique et de ses sympathisants.** Dans les rangs du petit groupe, au moins quatre anciens des services, civils et militaires, qui n'ont plus de liens directs avec leur institution d'origine. Ils assurent œuvrer en tant que citoyens, partageant leurs expériences professionnelles avec des informaticiens à la culture pirate... et avec des volontaires dont certains n'avaient jamais utilisé Twitter avant janvier. Se regroupant sous la bannière CtrlSec (nom inspiré de la London Controlling Section de Churchill, notamment à l'origine de l'opération Fortitude), ils cherchent à contrer la propagande djihadiste. Pour cela, ils référencent les comptes Twitter et les signalent jusqu'à obtenir leur suppression. La base de données est mise en commun avec celle d'autres mouvements dans le monde (GhostSec, Iridium Black...) par l'intermédiaire de militants d'Anonymous disposant de compétences techniques plus agressives. Ils revendiquent l'identification de 46 000 comptes et la neutralisation de 25 000 d'entre eux. Dans un second temps, une lutte psychologique est menée avec une organisation en trois temps : des "chasseurs" identifient des cibles dans le groupe adverse, des "trolleurs" monopolisent leur attention et permettent de créer des interactions crédibles avec des "infiltrés" qui ont créé ou récupéré des identités de djihadistes tués. Nous avons pu constater que leurs tactiques d'intoxication leur permettent d'infiltrer efficacement la communauté pro-djihad et d'y semer le doute et la discorde, chacun doutant désormais de ses petits camarades. Les membres de CtrlSec sont en pleine stratégie de développement, cherchant à recruter de nouveaux activistes, à faire parler d'eux dans les médias ou encore à nouer des liens avec les services de renseignement pour coordonner les efforts.

## ISRAËL : GUERRE LUCRATIVE

**L'opération "Bordure protectrice" à Gaza a constitué une véritable aubaine pour les entreprises locales d'armement.** Les cinquante jours de combats ont dopé les commandes. Pour regarnir les stocks d'armes et de munitions, le ministère de la Défense a conclu des contrats record de 3,2 milliards de dollars destinés aux achats d'"urgence" durant les combats et livrés directement aux unités sur le terrain. Au total, le coût de l'opération "Bordure Protectrice" est évalué à 8,9 milliards de dollars en termes de dépenses de défense. Ce marché a surtout profité aux entreprises israéliennes, sur les ordres du ministère de la Défense, qui voulait éviter que des entreprises étrangères, notamment américaines, ne deviennent les principales bénéficiaires de ce boom de la demande.

## LE CENTRE RUSSE DE "TROLLAGE"

**Dans leur "guerre d'information", les Russes se sont dotés d'un institut particulièrement discret, logé à Saint-Pétersbourg : l'entreprise "Internet-Issledovaniya" (Recherches Internet), officiellement chargée du marketing, de l'étude d'opinion, du consulting dans le domaine informatique et "d'autres services".** Cette entreprise serait, en réalité, en charge du "trollage" pro-Kremlin sur le Net, dans le contexte de guerre en Ukraine, par la création de faux comptes Vkontakte et LiveJournal. L'institut est divisé en départements spécialisés (caricatures, vidéos, LiveJournal, Facebook, Département anglais, Département ukrainien), qui postent articles, commentaires, photos et vidéos aussi bien sur les sites de la BBC et de CNN que sur les sites russes locaux ou les réseaux sociaux. En octobre 2014, l'entreprise employait 250 personnes. Selon le témoignage d'un ancien employé, le recrutement est strict : les candidats doivent remplir un formulaire extrêmement détaillé, allant jusqu'à des informations sur leurs proches. Cet ancien employé confirme également que l'entreprise a pour mission de «créer une image positive du pouvoir». Le Centre est situé dans un bâtiment moderne, 55 rue Savushkina, à Saint-Pétersbourg, mais l'entreprise est enregistrée au 17 rue Bolchaya Raznotchinnaya, dans la même ville. La date de création de l'entreprise ? Selon le registre russe du commerce : le 26 mars 2014... Soit un peu moins d'un mois après la fuite de Viktor Ianoukovitch.

## SDT : L'ORBITER D'AERONAUTICS CANDIDAT

Dans le cadre de l'appel d'offres pour le système de drone de l'armée de Terre, le team Ineo/Zodiac aurait décidé de concourir avec le drone Orbiter de la société israélienne Aeronautics. Mais au-delà de ses liens avec les renseignements israéliens, l'opacité de ses comptes non publiés depuis 2011, ses contrats non honorés avec la Pologne, les EAU ou la Turquie, et les accusations relayées par la presse évoquant ses violations d'embargo, Aeronautics laisse un goût amer au sein des armées comme du monde politique. A travers ses activités de services, la société israélienne avait, en effet, installé, en novembre 2004, sur le toit de l'hôtel Ivoire d'Abidjan une station Sigint destinée à renseigner les forces de Laurent Gbagbo dans le cadre de l'opération de bombardement du camp de Bouaké, qui s'était soldée par la mort de 9 soldats français.

## LA FRANCE EN FORCE À IDEF 2015

Inauguré par le président Erdogan, le Salon de défense IDEF 2015 (du 5 au 8 mai à Istanbul) a vu une forte présence de l'industrie française, représentée par 25 exposants, dont la plupart des "majors" (Thales, Airbus, Eurosam...) et une quinzaine de PME/ETI représentant les secteurs armement/munitions (Roxel, Lacroix, Eurenco...) ; électronique/optronique (Ecrin Systems, Sofradir...) ; mécanique/blindage (Scoma, ArcelorMittal Industrie...) ; aéroterrestre (Alcan, Zodiac Aerospace, Vaylon...) et protection NBC (Proengin, NBC Sys...). La délégation officielle française était conduite par le DGA, Laurent Collet-Billon, et pilotée par l'attaché de défense, le colonel Rémy Gauvin, et le directeur de zone Turquie à la DGA/DI, Martial Truffin. Le DGA s'est notamment entretenu avec le secrétaire d'Etat turc aux Industries de défense, Ismail Demir, au sujet du programme de défense sol-air antimissile élargie, dont souhaite se doter Ankara. Le ministre turc de la Défense, Ismet Yilmaz, a effectué une visite "surprise" sur le pavillon France, où il a été reçu par le général (2S) Epitalon (délégué général adjoint Défense du GICAT), en demandant que la coopération industrielle bilatérale se développe et débouche rapidement, dès 2016, sur de (petits) projets concrets sans attendre les grands programmes d'armement. Dans cette optique, les représentants de l'industrie de défense turque (SSM et SASAD) participeront, en novembre, à un séminaire bilatéral organisé en France par la DGA et le CIDEF.

## LE VIETNAM SORT SES CROCS

En réponse aux incursions militaires et aux forages pétroliers chinois aux abords des Spratleys, qu'il considère comme partie intégrante de sa ZEE, le Vietnam aurait franchi un saut capacitaire décisif en commandant au russe Almaz-Antey près de 50 missiles de croisière Klub, aussi efficaces contre les bâtiments de surface que contre les infrastructures industrielles grâce à une portée de 300 km. Ces missiles livrés dans leur version S, seraient destinés à équiper la flotte des sous-marins de classe Kilo acquise auprès de Moscou. La menace est particulièrement prise au sérieux par Pékin, non seulement parce que Moscou s'est toujours refusé à lui en vendre, mais surtout parce qu'une coopération indo-vietnamienne n'est pas à exclure. En effet, New Delhi a procédé au même choix, tant pour en doter ses sous-marins Kilo comme ses frégates de classe Talwar. Même si, pour l'instant, Hanoi ciblerait principalement la base chinoise de Sanya sur l'île d'Hainan, le missile Klub est un thème anxigène pour de nombreux pays, dans la mesure où une version intégrée au sein d'un simple container a été présentée lors du Salon Maks 2013, faisant ainsi de chaque semi-remorque ou de chaque bâtiment de fret une plate-forme de lancement par nature indétectable.

### ► Le programme PAK FA revu à la baisse

Le programme de chasseur furtif de cinquième génération russe PAK FA est revu à la baisse. Jusqu'alors, 52 chasseurs de ce type étaient prévus pour entrer en service en 2020. La commande pourrait être réduite à douze appareils après les évaluations des besoins. Youri Borissov, adjoint du ministre de la Défense sur l'armement, a annoncé que le ministère se réserve le droit de revoir le volume de la commande, compte tenu de la nouvelle situation économique.

### ► CMN au Nigeria

La holding émiratie Privinvest du PDG des Chantiers Maritimes de Normandie, Iskandar Safa, vient d'emporter le contrat de modernisation des installations portuaires de Lagos, dont un des objectifs consiste notamment à doter la Marine nigériane de capacités anti-terroristes.

### ► Crash du ShinMaywa US-2

Le fabricant historique d'hydravion japonais ShinMaywa, qui postulait pour vendre à l'Inde, dans le cadre d'un accord stratégique entre les deux pays, son modèle Patmar US-2, par ailleurs en dotation au sein des forces maritimes japonaises, a fait l'objet, le 28 avril dernier, d'un crash spectaculaire aux abords de Kochi. Malgré le black-out de la presse japonaise, ce crash a fait l'objet d'une couverture très détaillée, grâce aux réseaux sociaux.

### ► Fusil russe

Nouveau revirement de situation dans le choix de l'armement du soldat du futur russe "Ratnik". Désormais, les deux fusils d'assaut AK-12 et AEK-971 pourraient être admis en service. Depuis février 2015, c'est le Kalachnikov AK-12 qui était annoncé gagnant face à son concurrent. La nouvelle déclaration montre bien que la guerre des influences n'a pas cessé depuis. Les deux armes possèdent sensiblement les mêmes qualités. Or l'armée russe voulait éviter la multiplication de différents systèmes. Un choix difficile !

## Il n'y a pas que le Golfe

**Le dimanche aux Emirats Arabes Unis, où il a pu poursuivre des discussions qui, dit-on, sont prometteuses et qui portent sur bien plus qu'un achat de Rafale.** Le lundi au Qatar, pour signer un contrat Rafale. Le mercredi en Inde, pour travailler sur un contrat pour un lot de Rafale déjà annoncé. Le jeudi en Pologne. Là il n'est pas question de Rafale mais d'hélicoptères et de sous-marins. Le vendredi à Paris, pour la cérémonie du 8 Mai. Le samedi et le dimanche à Lorient, pour commémorer la fin de la Seconde Guerre mondiale. Car, à Lorient, en 1945, les combats ont duré jusqu'au 10 mai ! Occasion de recevoir ses homologues allemand, italien, espagnol, polonais. Et ce n'est qu'en juin qu'il sera en Malaisie... Une longue semaine, des milliers de kilomètres. Et des sujets qui ne se limitent pas, loin de là, à la vente du Rafale. Jean-Yves Le Drian voyage beaucoup. Et pas seulement dans le Golfe...

### ► Croire en l'avenir

Le CEMA ukrainien participera à la réunion de ses homologues des Etats membres de l'UE, dans deux semaines, à Bruxelles. Le président du Comité militaire de l'UE a précisé avoir invité le général Viktor Muschenko «non pas pour discuter de dossiers à court terme, mais pour montrer que nous croyons en l'avenir et que nous voulons continuer l'interaction que nous avons» avant la guerre dans ce pays.

### ► 800 000 migrants

5 800 migrants secourus en un week-end. Un douloureux record de sauvetage. Où, aux côtés des navires italiens, ont participé non seulement le patrouilleur "Commandant Birot", mais également des bateaux privés ainsi que des cargos marchands déroutés. Ce déploiement de l'Opération Triton renforcée sera-t-il suffisant ? On peut en douter : les services spécialisés esti-

ment que 800 000 migrants attendent en Libye !

### ► Achats de la Défense

L'Association des entreprises partenaires de la Défense organise, le 19 mai, à l'Ecole-Militaire, une soirée-débat avec Jean Bouverot, responsable ministériel des achats (RMA) de la Défense et chef de la Mission Achats (SGA), sur le thème : "Les achats de la Défense hors armement, quelles stratégies et quelles relations avec le monde de l'entreprise ?". Inscription gratuite et obligatoire : [contact@entreprisespartenairesdeladefense.fr](mailto:contact@entreprisespartenairesdeladefense.fr)

### ► Etude sur la Crimée

Alice Lacoye Mateus, de l'Ecole de Guerre économique, vient de faire paraître une étude sur la Crimée et la mise en place de stratégies asymétriques au niveau interétatique. Pour la télécharger : [www.ege.fr](http://www.ege.fr)

### ► Diplôme de choc

Azamat Kulmukhametov vient d'être nommé par

Moscou représentant spécial auprès du "groupe de contact" avec l'Ukraine. Ce "diplomate de choc" — il était ambassadeur de Russie en Syrie de 2011 à 2014 — est plutôt un spécialiste du Moyen-Orient, où il a fait l'intégralité de sa carrière (Koweït, Egypte, Jordanie, Syrie de 1978 à 1981 déjà).

### ► Pertes et désertions

Alors que la situation sécuritaire en Afghanistan est loin de s'améliorer, les ANSF (Afghan National Security Forces) enregistrent une forte attrition au niveau de leurs effectifs. Celle-ci serait due non seulement aux pertes sur le terrain mais aussi aux nombreuses désertions. En fait, l'Aghan National Army (ANA) a vu ses effectifs chuter, passant de 160 000

hommes contre les 195 000 prévus, au cours des seize derniers mois, un niveau critique jamais atteint depuis 2003-2004.

### ► Contre-espionnage en baisse

Les effectifs du service ukrainien de contre-espionnage (SBU) vont passer de 31 000 à 27 000 personnes, tandis que ceux des gardes-frontières ukrainiens augmenteront pour passer de 50 000 à 53 000 hommes.

### ► Colloque

Les 20 et 21 mai aura lieu, à l'Ecole Militaire, un colloque sur le thème : "François Mitterrand et la Défense", en présence d'acteurs, de témoins et d'experts. Inscription obligatoire : colloque.defense@mitterrand.org

## Manager les missions internationales

**THEMIIS, le Management Institute for International Security récemment créé, propose de former des cadres français en reconversion ou à la recherche d'une nouvelle compétence** (officiers, policiers, diplomates, cadres...), au management d'une mission, d'un projet ou d'un programme international financés par une organisation internationale ou une entreprise à l'export dans des pays en développement. Emplois visés : managers, conseillers ou experts d'une mission civile ou d'un programme de développement de l'UE ou de l'ONU, directeurs ou responsables de la sûreté d'une entreprise à l'export, chefs de formations militaires et/ou policières pour permettre l'acquisition des "standards" internationaux, responsables de base-vie au profit d'une ONG ou d'une entreprise à l'export... Constatant le manque de formations adaptées et le retard français en la matière, l'Institut, fondé par Camille Roux et le général (2S) Gilles Rouby, propose, à Paris, des stages longs (executive MBA) de 4 mois (du 3 novembre 2015 au 17 mars 2016), des stages courts ciblés UE (du 22 mars 2016 au 22 avril 2016) et ONU (du 18 mai 2016 au 17 juin 2016). Pour ses auditeurs, THEMIIS vise prioritairement des postes de "terrain", le parcours le plus efficace pour gagner ultérieurement des postes dans les quartiers généraux (Bruxelles, New York ou corporate des entreprises à l'export). Contact : [themiis-institute.com](http://themiis-institute.com)